

Les discussions sur l'agriculture ont été un peu moins ardues que par le passé, et nous avons eu certaines discussions fructueuses sur les tendances susceptibles de favoriser des échanges accrus de produits alimentaires. Les deux parties se sont félicitées de la mise en train des consultations informelles maintenant engagées entre notre Ambassade à Tokyo et des représentants japonais sur les nombreux obstacles qui entravent un meilleur développement des échanges agricoles, composante importante de nos relations.

Mais je ne voudrais pas vous donner l'impression que toutes les discussions de Banff ont été faciles. Certains problèmes persistants que nous avons avec les Japonais, notamment en ce qui a trait aux débouchés commerciaux, ont été soulevés et discutés à cette occasion, entre autres le commerce de l'automobile, les droits de douane sur le bois blanc de construction et le contingentement du calmar. En toute justice, il faut dire que les Japonais voulaient eux aussi discuter d'un certain nombre de questions, la plus importante étant peut-être leur inquiétude devant l'accueil réservé aux investissements par le Canada et devant le rôle de l'Agence d'examen de l'investissement étranger.

Mais, dans l'ensemble, le ton de la réunion de la Commission était optimiste et nos échanges sur les points de divergence visaient une meilleure compréhension de ces différences et la recherche de solutions. Si aucune n'a été trouvée, l'effort conscient déployé pour améliorer les choses a constitué un changement heureux par rapport à certaines de nos réunions précédentes.

Si je me réjouis de la tenue de colloques comme celui-ci, c'est qu'ils sont l'occasion de procéder sur la place publique à une évaluation objective des liens entre le Canada et le Japon. L'homme de la rue ne connaît trop souvent que les problèmes que suscitent nos relations avec le Japon. En effet, certains commentateurs s'efforcent de dépeindre le Canada comme une petite nation repoussant les avances abusives d'une énorme machine économique.

Aspects positifs

Pour ce qui est du premier point, je ne nie pas qu'il existe des problèmes, qui me préoccupent d'ailleurs personnellement. Nous en avons un bon exemple dans les difficultés que suscite la situation dans le secteur de l'automobile. Mais il existe de nombreux aspects positifs qui ne semblent pas retenir l'attention du public: par exemple, un volume d'échanges dépassant les \$6 milliards en 1979 et appelé à croître encore en 1980; notre important excédent commercial bilatéral; la participation du Japon dans la mise en valeur de nos charbonnages et de nos sables pétrolifères ainsi que du pétrole et du gaz de l'Arctique. Bien que nous connaissions toujours des problèmes de débouchés, il y a eu certains progrès intéressants dans les secteurs des forêts et des pêches, et nous avons beaucoup progressé dans nos ventes de produits agricoles comme le colza et le porc. Peu de Canadiens ne sont pas touchés quotidiennement par les avantages de notre relation économique avec le Japon.

Compréhension des besoins respectifs

Sur le second point, je peux seulement dire que le Gouvernement ne partage pas la perception regrettable de plusieurs qui voient dans le Japon un géant économique cherchant continuellement à accroître son pouvoir et son emprise économiques. En contrepartie, le Gouvernement entend poursuivre sa coopération et ses échanges